

La cokerie de Carling passe sous pavillon allemand

by La Tribune - vendredi, décembre 26, 2003

<http://correspondances.fr/la-cokerie-de-carling-sous-pavillon-allemand/>

Les Houillères du Bassin de Lorraine ont vendu leur cokerie au sarrois Rogesa pour 1 euro symbolique. Vouée à la fermeture il y a un an, Carling doit sa survie à l'envolée du prix du charbon.

Les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) ont finalement tranché : elles ont retenu l'offre du sarrois Rogesa, filiale du sidérurgiste allemand Saarstahl et des aciéries de Dilling, pour reprendre la cokerie de Carling (Moselle). Ce choix a créé la surprise. Client de la cokerie, l'industriel n'avait déposé sa candidature qu'in extremis à la mi-décembre, bien après celles des deux autres repreneurs potentiels, Atic Services (filiale d'Arcelor) et l'allemand PCC, basé dans la Ruhr. La proximité des hauts fourneaux de Saarstahl, à une vingtaine de kilomètres de Carling, et l'engagement du groupe sarrois sur la durée semblent avoir constitué des arguments décisifs. Rogesa garantit en effet « une activité minimale de la cokerie sur cinq ans ».

Les HBL et l'Agence des participations de l'Etat craignaient une reprise à caractère purement spéculatif. Brusque flambée du prix. Doté d'un capital de 200 millions d'euros, affichant un chiffre d'affaires de 937 millions d'euros et employant 5.146 salariés en 2002, le voisin sarrois a été estimé suffisamment solide pour assurer, au cours des cinq prochaines années, la pérennité de la cokerie qui emploie 510 salariés (plus une centaine chez des sous-traitants).

Un sursis bienvenu

Vouée à la fermeture à l'horizon 2005, la cokerie ne doit son salut qu'à la brusque flambée du prix du charbon qui a pratiquement doublé depuis un an. Alors que les détails de l'offre seront présentés aux syndicats des HBL lors du comité d'entreprise du 9 janvier, la vente sera réalisée pour 1 euro symbolique. Mais la reprise des installations obligera l'acquéreur à réaliser des travaux de mises aux normes environnementales d'un montant de 17 millions d'euros, travaux que les Houillères avaient reportés dans la perspective de la fermeture.

Les HBL s'engagent à effectuer la dépollution du site à l'issue de l'exploitation, également pour un montant de 17 millions d'euros. Le repreneur devra de surcroît gérer les effectifs dans le respect du pacte charbonnier, qui garantit la sécurité de l'emploi des personnels.